

**Union européenne - Conseil des  
affaires générales - Grèce :  
stabilisation des finances et sortie de  
la procédure de déficit excessif -  
Communiqué de presse du Conseil  
de l'Union européenne**  
(Bruxelles, 25 septembre 2017)

Le Conseil a clôturé la procédure de déficit excessif pour la Grèce. Il a confirmé que le déficit du pays est maintenant sous la barre des 3% du PIB, la valeur de référence de l'UE pour les déficits publics.

Le 25 septembre 2017, le Conseil a abrogé sa décision de 2009 sur l'existence d'un déficit excessif.

«Après plusieurs années de graves difficultés, les finances de la Grèce sont en bien meilleur état. La décision de ce jour est donc particulièrement bienvenue», a indiqué M. Toomas Toniste, ministre des finances de l'Estonie, qui exerce actuellement la présidence du Conseil. «Nous sommes actuellement dans la dernière année du programme de soutien financier, et des progrès sont réalisés pour permettre à la Grèce de lever à nouveau des capitaux sur les marchés financiers à des taux soutenables.»

Depuis 2009, année où le déficit a atteint un niveau de 15,1% du PIB, le solde budgétaire de la Grèce s'est constamment amélioré, pour se transformer en un excédent de 0,7% du PIB en 2016. Si les projections font état d'un léger déficit en 2017, les perspectives budgétaires devraient s'améliorer de nouveau par la suite. Le ratio de la dette au PIB de la Grèce a atteint un niveau record de 179% en 2016 et devrait diminuer au cours des prochaines années.

À la lumière de ce qui précède, le Conseil a estimé que la Grèce remplissait les conditions pour que la procédure de déficit excessif soit clôturée.

La Grèce va maintenant relever du volet préventif du corpus de règles budgétaires de l'UE, le pacte de stabilité et de croissance. Le suivi se poursuivra jusqu'à août 2018 dans le cadre de son programme d'ajustement macroéconomique, auquel succédera la surveillance post-programme. Les autorités grecques se sont engagées à maintenir un excédent primaire de 3,5% du PIB jusqu'en 2022, et à suivre ensuite une trajectoire budgétaire qui soit conforme aux exigences budgétaires de l'UE.

Lorsque la procédure de déficit excessif a été ouverte en avril 2009, le Conseil a invité la Grèce à corriger son déficit en 2010 au plus tard.

En février 2010, le Conseil a renforcé la procédure, ayant estimé que la Grèce n'avait pris aucune action suivie d'effets. Il a fixé un calendrier de mesures à prendre et a prolongé jusqu'en 2012 le délai pour la correction du déficit.

Toutefois, du fait de la dégradation de sa situation financière, le gouvernement grec a été amené à solliciter un soutien financier.

En mai 2010, l'Eurogroupe s'est mis d'accord sur la mise à disposition de la part des autres États membres de la zone euro de prêts bilatéraux, combinés à une aide du FMI. Une convention de prêt a été signée et le délai pour la correction du déficit excessif a été reporté à 2014. Depuis mars 2012, le soutien de zone euro a pris la forme de prêts accordés par la Facilité européenne de stabilité financière (FESF).

En décembre 2012, le Conseil a accordé à la Grèce un délai supplémentaire de deux ans pour corriger son déficit. Il a fixé un nouveau délai (2016) et a assoupli la trajectoire d'ajustement annuel précédemment fixée. Cela s'inscrivait dans le prolongement d'un accord entre le gouvernement grec et la troïka des créanciers internationaux (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) sur le versement de nouvelles tranches d'aide financière. Bien qu'ayant engagé une action suivie d'effets, la Grèce a été confrontée une nouvelle fois à une aggravation de la conjoncture économique et à une dégradation des perspectives des finances publiques.

En juillet 2015, la Grèce a demandé une nouvelle assistance financière, cette fois du Mécanisme européen de stabilité, qui avait entretemps été créé afin de succéder au FESF. Un accord a été trouvé sur l'octroi de prêts d'un montant maximum de 86 milliards d'euros. Un troisième programme d'ajustement macroéconomique a été lancé le mois suivant et devrait se poursuivre jusqu'au 20 août 2018. Son objectif principal est de faire en sorte que la Grèce renoue avec une croissance économique durable. Et dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, le Conseil a adressé une recommandation fixant un nouveau calendrier de mesures à prendre. Le délai pour la correction du déficit a été reporté d'une nouvelle année (2017).

Le solde des finances publiques grecques s'est constamment amélioré depuis le niveau record atteint en 2009. Le déficit est tombé à 5,9% du PIB en 2015 (3,2% du PIB si l'on exclut l'impact net des mesures de soutien en faveur du secteur financier), pour se transformer en un excédent de 0,7% du PIB en 2016. La réduction du déficit a résulté à parts à peu près égales d'une maîtrise des dépenses et d'un assainissement budgétaire.

En tenant compte des mesures adoptées dans le cadre du troisième programme d'ajustement macroéconomique, la Commission table, dans ses prévisions économiques du printemps 2017, sur un déficit de 1,2% du PIB pour 2017. À politiques inchangées, l'excédent serait de 0,6% du PIB en 2018. Les mesures décrites dans la stratégie budgétaire de la Grèce pour la période 2018-2021 devraient améliorer les résultats budgétaires en 2018 et à moyen terme. Le déficit devrait donc rester inférieur à la valeur de référence de 3% du PIB prévue sur la période de prévision.

À la lumière de ces données, le Conseil a conclu que le déficit de la Grèce a été corrigé.

Cette décision a été prise sans débat lors d'une session du Conseil des affaires générales./.